

Vu l'arrêté ministériel du 6 novembre 1986 réglementant les hausses de prix, notamment l'article 3;

Vu l'avis de la Commission pour la Régulation des Prix;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité d'assouplir les dispositions réglementaires actuelles en ce qui concerne la fixation des prix dans le secteur concerné;

Considérant que le secteur est suffisamment concurrentiel pour qu'il ne fasse plus l'objet d'un contrôle renforcé en matière de prix,

Arrête :

Article 1er. L'art. 3, § 1^{er} de l'arrêté ministériel du 6 novembre 1986 réglementant les hausses de prix est complété par la disposition suivante :

« 3^o aux services suivants :

— manutention dans les ports. »

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 4 mai 1987.

Ph. MAYSTADT

MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS

F. 87 — 834

25 MARS 1987. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière.

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, notamment l'article 1^{er};

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière, notamment les articles 2.18, 8.2.1^o, 8.2.5^o, 9.1, 10.3, 25.1.2^o, 39, 40.3.1, l'article 41, modifié par les arrêtés royaux des 15 avril 1980 et 18 octobre 1984, l'article 55, l'article 59, modifié par les arrêtés royaux des 23 juin 1978 et 18 octobre 1984, et l'article 77.3;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Communications,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'article 2.18 de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière, est remplacé par la disposition suivante :

« 2.18. Le terme « véhicule automobile » désigne tout véhicule à moteur, y compris le trolleybus, ne répondant pas aux définitions du cyclomoteur et de la motocyclette. »

Art. 2. L'article 8.2.1^o du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« 1^o 21 ans pour les conducteurs d'autobus, de trolleybus et d'autocars ainsi que pour les conducteurs des autres véhicules automobiles affectés au transport rémunéré de personnes. »

Art. 3. L'article 8.2.5^o du même arrêté est complété par la disposition suivante :

« Toutefois, cet âge est ramené à 12 ans pour les conducteurs de montures, à condition qu'ils soient accompagnés d'un cavalier âgé de 21 ans au moins. »

Art. 4. L'article 9.1.2., troisième alinéa du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« A défaut de piste cyclable, ces conducteurs peuvent, en dehors des agglomérations, utiliser les accotements de plain-pied situés à droite par rapport au sens de leur marche, à la condition de ne pas mettre les autres usagers en danger. »

Art. 5. L'article 9.1. du même arrêté est complété par la disposition suivante :

« 9.1.3. Les conducteurs d'animaux de trait non attelés, de charge, de monture ou de bestiaux peuvent, en dehors des agglomérations, utiliser les accotements de plain-pied situés à droite par rapport au sens de leur marche, à condition de ne pas mettre les autres usagers en danger. »

Gelet op het ministerieel besluit van 6 november 1986 tot reglementering van de prijsverhogingen, inzonderheid op artikel 3;

Gelet op het advies van de Commissie tot Regeling der Prijzen;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegend dat het noodzakelijk is de huidige wettelijke bepalingen te versoepelen voor wat de vaststelling van de prijzen in de betrokken sector betreft;

Overwegend dat de sector voldoende concurrentieel is om niet meer aan een versterkte prijzencontrole te zijn onderworpen,

Besluit :

Artikel 1. Art. 3, § 1 van het ministerieel besluit van 6 november 1986 tot reglementering der prijzen wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« 3^o op de volgende diensten :

— behandeling van goederen in de havens. »

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 4 mei 1987.

Ph. MAYSTADT

MINISTERIE VAN VERKEERSWEZEN

N. 87 — 834

25 MAART 1987. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer, inzonderheid op de artikelen 2.18, 8.2.1^o, 8.2.5^o, 9.1, 10.3, 25.1.2^o, 39, 40.3.1, artikel 41, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 april 1980 en 18 oktober 1984, artikel 55, artikel 59, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 23 juni 1978 en 18 oktober 1984, en op artikel 77.3;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Verkeerswezen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 2.18 van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 2.18. « Auto », elk motorvoertuig, met inbegrip van de trolleybus, dat niet beantwoordt aan de bepalingen van de bromfiets en van de motorfiets. »

Art. 2. Artikel 8.2.1^o van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 1^o 21 jaar voor de bestuurders van autobussen, trolleybussen en autocars, alsook voor de bestuurders van andere auto's dienend voor bezoldigd vervoer van personen. »

Art. 3. Artikel 8.2.5^o van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« Die leeftijd wordt echter teruggebracht op 12 jaar voor de bestuurders van rijdieren, op voorwaarde dat zij begeleid worden door een ruiter die ten minste 21 jaar oud is. »

Art. 4. Artikel 9.1.2., derde lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Zo er geen fietspad is mogen deze bestuurders, buiten de bebouwde kommen, de gelijkgrondse berm volgen die rechts in hun rijrichting liggen, op voorwaarde dat zij de andere weggebruikers niet in gevaar brengen. »

Art. 5. Artikel 9.1. van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« 9.1.3. De bestuurders van niet ingespannen trekdiere, van last- of rijdieren of van vee mogen, buiten de bebouwde kommen, de gelijkgrondse berm volgen die rechts in hun richting liggen, op voorwaarde dat zij de andere weggebruikers niet in gevaar brengen. »

Art. 6. L'article 10.3. du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« 10.3. Tout conducteur doit ralentir lorsqu'il approche d'animaux de trait, de charge et de monture, ou de bestiaux se trouvant sur la voie publique. Il doit s'arrêter lorsque ces animaux montrent des signes de frayeur. »

Art. 7. L'article 25.1.2° du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« 2° à moins de 15 mètres de part et d'autre d'un panneau indiquant un arrêt d'autobus, de trolleybus ou de tram. »

Art. 8. L'article 39 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 39. Comportement à l'égard des autobus et des trolleybus quittant leurs points d'arrêt.

Dans les agglomérations, tout conducteur qui suit la même direction qu'un autobus ou un trolleybus, doit permettre au conducteur de cet autobus ou de ce trolleybus de quitter son point d'arrêt lorsqu'il a indiqué, au moyen des feux indicateurs de direction, son intention de remettre son véhicule en mouvement. A cette fin, il doit ralentir et, au besoin, s'arrêter.

Dans ce cas, et par dérogation aux dispositions de l'article 12.4., les conducteurs des autobus et des trolleybus ne doivent pas céder le passage aux autres conducteurs qui suivent la même direction. »

Art. 9. L'article 40.3.1., premier alinéa, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« 40.3.1. Le conducteur doit modérer sa vitesse pour longer un autocar, un autobus, un trolleybus, un minibus ou un véhicule sur rails qui sont arrêtés pour l'embarquement ou le débarquement des voyageurs. »

Art. 10. Dans le même arrêté, il est ajouté un article 40bis libellé comme suit :

« Art. 40bis. Comportement à l'égard des groupes d'enfants ou d'écoliers.

40bis1. Il est interdit aux usagers de couper un groupe d'enfants ou d'écoliers :

- 1° soit en rangs, sous la conduite d'un guide;
- 2° soit traversant la chaussée sous la conduite d'une patrouille scolaire, d'un guide ou d'un surveillant habilité;

40bis2. Les usagers doivent obéir aux indications qui sont données par des surveillants habilités pour assurer la sécurité de la traversée d'enfants ou d'écoliers.

40bis3. Pour arrêter la circulation, les surveillants habilités doivent faire usage d'un disque représentant le signal C3 et dont les caractéristiques sont déterminées par le Ministre des Communications. »

Art. 11. L'article 41 du même arrêté modifié par les arrêtés royaux des 15 avril 1980 et 18 octobre 1984 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 41. Comportement à l'égard des colonnes militaires, des cortèges, des courses cyclistes, des compétitions pédestres, des groupes de cyclotouristes et des groupes de cavaliers.

41.1. Il est interdit aux usagers de couper :

1° un élément de colonne militaire constitué par une troupe en marche ou par un convoi de véhicules dont le mouvement est réglé par des agents qualifiés ou des militaires habilités à cette fin;

- 2° un cortège ou une procession;
- 3° un groupe de concurrents participant à une course cycliste;
- 4° un groupe de concurrents participant à une compétition pédestre.

41.2. A l'approche d'un groupe de concurrents participant à une course cycliste, tout conducteur doit immédiatement se ranger et s'arrêter.

41.3.1. Les usagers doivent obéir aux indications qui sont formulées :

1° en vue de faciliter le mouvement des colonnes des forces armées, par les militaires habilités à cette fin;

- 2° en vue d'assurer la sécurité :
 - a) des courses cyclistes et des compétitions pédestres, par des signaleurs habilités à cette fin;
 - b) des groupes de cyclotouristes, par des capitaines de route;
 - c) des groupes de cavaliers, par des chefs de groupe.

41.3.2. Pour arrêter la circulation, ces militaires, signaleurs, capitaines de route et chefs de groupe doivent faire usage d'un disque représentant le signal C3 et dont les caractéristiques sont déterminées par le Ministre des Communications. »

Art. 6. Artikel 10.3. van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 10.3. Elke bestuurder moet vertragen wanneer hij trek-, last- en rijdieren of vee op de openbare weg nadert. Hij moet stoppen indien deze dieren tekenen van angst vertonen. »

Art. 7. Artikel 25.1.2° van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 2° op minder dan 15 meter aan weerszijden van een bord dat een autobus-, trolleybus- of tramhalte aanwijst. »

Art. 8. Artikel 39 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 39. Gedrag tegenover autobussen en trolleybussen die hun halteplaatsen verlaten.

Binnen de bebouwde kommen moet elke bestuurder die dezelfde richting volgt als een autobus of een trolleybus, die autobus- of trolleybusbestuurder gelegenheid laten zijn halteplaats te verlaten wanneer hij met de richtingaanwijzers zijn voornemen kenbaar heeft gemaakt zijn voertuig opnieuw in beweging te brengen. Daartoe moet hij vertragen en, zo nodig, stoppen.

In dat geval en in afwijking van de bepalingen van artikel 12.4., moeten de autobus- en de trolleybusbestuurders geen voorrang verlenen aan de andere bestuurders die dezelfde richting volgen. »

Art. 9. Artikel 40.3.1., eerste lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 40.3.1. De bestuurder moet zijn snelheid matigen wanneer hij rijdt langs een autocar, een autobus, een trolleybus, een minibus of een spoorvoertuig die stilstaan om reizigers te laten in- of uitstappen. »

Art. 10. Een artikel 40bis, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Art. 40bis. Gedrag tegenover groepen kinderen of scholieren.

40bis1. Het is de weggebruikers verboden te breken door een groep kinderen of scholieren :

- 1° ofwel in rijen, vergezeld van een leider;
- 2° ofwel die de rijbaan oversteekt onder de controle van een jeugdverkeersbrigade, van een leider of van een gemachtigd opzichter.

40bis2. De weggebruikers moeten de aanwijzingen opvolgen die ter beveiliging van het oversteken van kinderen of scholieren, door daartoe gemachtigde opzichters worden gegeven.

40bis3. Om het verkeer stil te leggen, moeten de gemachtigde opzichters gebruik maken van een schijf waarop het verkeersbord C3 afgebeeld is en waarvan de karakteristieken bepaald worden door de Minister van Verkeerswezen. »

Art. 11. Artikel 41 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 april 1980 en 18 oktober 1984, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 41. Gedrag tegenover militaire kolonnen, stoeten, wielervedstrijden, wandel- of loopwedstrijden, groepen wielertoeristen en groepen ruiters.

41.1. Het is de weggebruikers verboden te breken :

- 1° door een afdeling van een militaire kolonne bestaande uit een op mars zijnde troep of een voertuigenkonvooi waarvan de gang geregeld wordt door bevoegde personen of door daartoe gemachtigde militairen;
- 2° door een stoet of een processie;
- 3° door een groep renners die aan een wielervedstrijd deelnemen;
- 4° door een groep deelnemers aan een wandel- of loopwedstrijd.

41.2. Bij het naderen van een groep renners die aan een wielervedstrijd deelnemen, moet elke bestuurder onmiddellijk uitwijken en stoppen.

41.3.1. De weggebruikers moeten de aanwijzingen opvolgen die gegeven worden :

- 1° ter vergemakkelijking van de beweging der legerkolonnen, door daartoe gemachtigde militairen;
- 2° om de veiligheid te verzekeren :
 - a) van de wielervedstrijden en van de wandel- of loopwedstrijden, door daartoe gemachtigde signaalgevers;
 - b) van de groepen wielertoeristen, door wegkapiteins;
 - c) van de groepen ruiters, door groepsleiders.

41.3.2. Om het verkeer stil te leggen, moeten die militairen, signaalgevers, wegkapiteins en groepsleiders gebruik maken van een schijf waarop het verkeersbord C3 afgebeeld is en waarvan de karakteristieken bepaald worden door de Minister van Verkeerswezen. »

Art. 12. L'article 55 du même arrêté est complété par la disposition suivante :

« 55.4. Les cavaliers qui empruntent la chaussée peuvent circuler à deux de front. »

Art. 13. Un article 55bis, libellé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 55bis Cavaliers en groupe.

55bis 1. Le présent article n'est applicable qu'aux groupes d'au moins 10 cavaliers.

55bis 2. Les cavaliers circulant en groupe d'au moins 10 participants peuvent être accompagnés par un chef de groupe qui veille au bon déroulement de la randonnée.

Ce chef de groupe doit être âgé de 21 ans au moins et porter au bras gauche un brassard aux couleurs nationales disposées horizontalement et portant en lettres noires dans la bande jaune la mention « chef de groupe ».

55bis 3. Aux carrefours où la circulation n'est pas réglée par des feux lumineux de circulation, le chef de groupe peut immobiliser la circulation dans les voies transversales de la manière prévue à l'article 41.3.2. durant la traversée du groupe. »

Art. 14. L'article 59.4., troisième alinéa du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Ces dispositions ne sont pas applicables aux autobus, trolleybus et autocars, aux véhicules lents, au matériel de construction spéciale ainsi qu'aux arrière-trains et trieballes servant notamment au transport de troncs d'arbres. »

Art. 15. L'article 59 du même arrêté modifié par les arrêtés royaux des 23 juin 1978 et 18 octobre 1984 est complété par la disposition suivante :

« 59.21. Les surveillants visés à l'article 40bis.1.2° doivent être âgés d'au moins 18 ans et être habilités par le bourgmestre de la commune où ils effectuent leur surveillance, après une formation adéquate par la police communale ou la gendarmerie. Ils portent au bras gauche un brassard aux couleurs nationales disposées horizontalement, et indiquant en lettres noires dans la bande jaune le nom de la commune. »

Art. 16. L'article 77.3., troisième alinéa du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

« Aux arrêts d'autobus, de trolleybus ou de trams, la zone où le stationnement est interdit en vertu de l'article 25.1.2°, peut être indiquée par des inscriptions de couleur blanche. »

Art. 17. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

Art. 18. Notre Ministre des Communications est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 mars 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Communications et du Commerce extérieur,

H. DE CROO

F. 87 — 835

25 MARS 1987. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 1er décembre 1975, déterminant le modèle du disque de stationnement, les caractéristiques du disque utilisé par les militaires, les signaleurs et les capitaines de route pour arrêter la circulation, les dimensions minimales de la signalisation des véhicules d'escorte des groupes de cyclotouristes, le modèle de la plaque de vitesse et le modèle des indications relatives à la tare et à la charge utile.

Le Ministre des Communications

Vu la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, notamment l'article 1er;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975, portant règlement général sur la police de la circulation routière, notamment l'article 27.1.1., l'article 40bis 3, inséré par l'arrêté royal du 25 mars 1987, l'article 41.3.2., modifié par les arrêtés royaux des 15 avril 1980 et 25 mars 1987, l'article 59.3. et l'article 59.4., modifié par l'arrêté royal du 25 mars 1987;

Art. 12. Artikel 55 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« 55.4. De ruiters die de rijbaan volgen, mogen met tweeën naast elkaar rijden. »

Art. 13. Een artikel 55bis, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Art. 55bis. Ruiters in groep,

55bis 1. Dit artikel is slechts van toepassing op groepen van ten minste 10 ruiters.

55bis 2. De ruiters die in een groep van ten minste 10 rijden, mogen begeleid worden door een groepsleider die waakt over het goede verloop van de tocht.

Deze groepsleider moet ten minste 21 jaar oud zijn en hij moet om de linkerarm een band dragen met, horizontaal, de nationale kleuren en, in zwarte letters op de gele strook, het woord « groepsleider ».

55bis 3. Op de kruispunten waar het verkeer niet geregeld wordt door verkeerslichten, mag de groepsleider het verkeer op de dwarswegen stilleggen op de wijze bepaald in artikel 41.3.2., terwijl de groep oversteekt. »

Art. 14. Artikel 59.4., derde lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Deze bepalingen gelden niet voor de autobussen, trolleybussen en autocars, de voertuigen voor traag vervoer, het materieel van speciale constructie, noch voor de achterstellen en mallejans die inzonderheid dienen voor het vervoer van boomstammen. »

Art. 15. Artikel 59 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 23 juni 1978 en 18 oktober 1984, wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« 59.21. De opzichters bedoeld in artikel 40bis.1.2° moeten ten minste 18 jaar oud zijn en gemachtigd zijn door de burgemeester van de gemeente waar zij hun taak uitoefenen, na een gepaste opleiding door de gemeentelijke politie of de rijkswacht. Zij dragen om de linkerarm een band met, horizontaal, de nationale kleuren en, in zwarte letters op de gele strook, de naam van de gemeente. »

Art. 16. Artikel 77.3., derde lid, van hetzelfde besluit, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Aan de autobus-, trolleybus- en tramhaltes mag de zone waar het parkeren verboden is overeenkomstig artikel 25.1.2°, aangeduid worden door witte opschriften. »

Art. 17. Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand volgend op die gedurende welke het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Art. 18. Onze Minister van Verkeerswezen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 25 maart 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Verkeerswezen en Buitenlandse Handel,

H. DE CROO

N. 87 — 835

25 MAART 1987. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 1 december 1975 waarbij het model van de parkeerschijf, de karakteristieken van de schijf die door de militairen, de signaalgevers en de wegkapiteins gebruikt wordt om het verkeer stil te leggen, de minimum afmetingen van de signalisatie van de voertuigen die de groepen wielertoeristen begeleiden, het model van de snelheidsplaat en het model van de aanduidingen betreffende de tarra en het nuttig laadvermogen worden bepaald.

De Minister van Verkeerswezen,

Gelet op de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer, inzonderheid op artikel 27.1.1., op artikel 40bis 3, ingevoegd bij koninklijk besluit van 25 maart 1987, op artikel 41.3.2., gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 april 1980 en 25 maart 1987, op artikel 59.3 en op artikel 59.4, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 maart 1987;